

Guerre sournoise du Royaume wahhabite contre l'Algérie

Les Saoudiens veulent la tête de Mohamed Aïssa

Les prises de position du ministre des Affaires religieuses sur le wahhabisme irritent le royaume saoudien, au demeurant de plus en plus remonté contre l'Algérie pour ses dernières «démarcations» diplomatiques au sein de la Ligue arabe.

L'islam de Cordoue ouvert et tolérant contre le wahhabisme violent et rétrograde. C'est la tâche à laquelle s'attelle le ministre des Affaires religieuses, Mohamed Aïssa, depuis sa nomination. Une réorientation stratégique aussi nécessaire que salutaire pour sortir la société de la logique salafo-wahhabite mortifère. Et si ce choix est salué ici, il est cependant combattu avec virulence par les cohortes salafistes locales fortement soutenues par leurs sponsors idéologiques de la monarchie wahhabite. Le discours de Mohamed Aïssa est aux antipodes de la rhétorique extrémiste qui, pendant des années, a structuré le discours religieux et surtout remodelé dangereusement les mœurs locales.

«Le wahhabisme, unificateur pour son pays d'origine, devient un danger lorsqu'on le greffe à un autre pays», affirmait le ministre dès son entrée en fonction. Une petite révolution qui avait soulevé un tollé chez les prédicateurs et autres prêcheurs de la haine de Riyad. Sentant le «danger», les tenants de l'islam rigoriste en Arabie Saoudite ont vite réactivé les relais locaux pour lancer la «guerre sainte» contre un ministre qui défend un islam et une pratique religieuse puisés dans un référent national et ancestral.

Levée de boucliers. Tapis dans l'ombre d'un ministre longtemps sous le monopole des islamo-réactionnaires, des «chouyoukh wahhabisés» apparaissent pour défendre leur citadelle et rendent la tâche ardue à Mohamed Aïssa. La guerre lui est déclarée ouvertement, au sein même de son ministère. Imams, apprentis-muftis et autres sinistres charlatans sont convoqués pour mener la charge et mettre en échec la politique du ministre. Par délégation, l'Arabie Saoudite veut sa tête et tous les moyens sont mobilisés.

Pressions diplomatico-religieuses, fatwas et rappel des troupes locales. En s'employant à soustraire les mosquées des mains des salafistes affiliés directement à «la Mecque de l'autoritarisme», les Al Saoud et leur bras religieux, les wahhabites, savent que la politique de Mohamed Aïssa risque de les priver de la carte de pression et de chantage qu'ils brandissent souvent. «La plupart des partisans de la salafiya en Algérie continuent à témoigner une indéfectible allégeance à leurs maîtres saoudiens et constituent d'efficaces relais de l'islam salafiste», assurait le sociologue des religions, Abderrahmane Moussaoui.

Il est vrai que depuis longtemps, les autorités algériennes se montrent «frileuses» à l'égard de ce courant extrémiste. Instrument de chantage entre les mains des Saoudiens et atout pour le pouvoir local pour mieux contrôler la société. Une collusion qui peut s'avérer dangereuse, comme ce fut le cas durant la décennie noire.

Adda Felahi, ancien cadre au ministère du temps de l'insipide Abdallah Ghoulamallah, s'est dit victime de pressions saoudiennes. «J'ai mené une guerre contre les salafistes connectés à l'Arabie Saoudite et j'ai attiré l'attention sur leurs menaces sur notre société, j'ai été tout simplement écarté du ministère sur insistance des Saoudiens», assurait-il. L'actuel ministre sait bien qu'en «algérianisant» l'islam, il va sans doute s'attirer les foudres excommunicatrices wahhabites.

Un mufti d'un pays d'Europe de l'Est, lors d'un pèlerinage aux Lieux Saints, avait assisté, effaré, à une discussion étrange : «Lors de mon séjour à La Mecque, j'ai assisté à une discussion où des dignitaires religieux saoudiens disaient du mal du ministre algérien des Affaires religieuses.»

Très serein et sans trop de bruit, Mohamed Aïssa entend mener sa mission jusqu'au bout, même s'il se sent parfois «moins soutenu» par le gouvernement. Se séparer de lui serait commettre une erreur stratégique grave. Céder aux pressions saoudiennes serait livrer le champ religieux aux apprentis sorciers et le diable wahhabite s'en occupera bien.

Tentation hégémonique

La pression que mène la famille régnante à Riyad fait partie d'une stratégie globale. Une guerre sournoise déclarée contre Alger. La tentation hégémonique de la monarchie saoudio-wahhabite se heurte souvent au non-alignement de l'Algérie. La crise syrienne est le point de rupture. Alors que le régime saoudien est impliqué militairement, financièrement et idéologiquement pour faire tomber Bachar Al Assad, l'Algérie est sur une position «réservée». Opposée à la chute du régime syrien, Alger apparaît aux yeux des Saoudiens et des Qataris comme «une fausse note» dans le «consensus arabe» qui, du coup, fausse la stratégie golfiote dans la recomposition géopolitique régionale.

Une prise de distance qui en annonce d'autres, notamment depuis que l'effacé Mourad Medelci a laissé place à un diplomate chevronné en la personne de Ramtane Lamamra pour mener la politique étrangère. Retrouvant sa voix et sa voie, la diplomatie algérienne a pu réaffirmer son positionnement doctrinal traditionnel de non-ingérence.

Au Caire, M. Lamamra était ouvertement opposé à la mise en place d'une coalition militaire arabe qui n'est en réalité qu'une alliance religieuse sunnite conduite par l'Arabie Saoudite pour mener la guerre à l'Iran. Lors de son expédition militaire contre son voisin du sud, le Yémen, Riyad a réussi à incorporer plusieurs pays sunnites dans sa «croisade» contre ce qu'elle considère comme zone d'influence perse. L'Algérie, si elle n'a pas exprimé de manière vive son opposition, a tout au moins émis des «réserves». Un positionnement qui, une fois de plus, a froissé la famille Al Saoud, notamment l'ambitieux jeune ministre de la Défense, Mohammed Ben Salman (30 ans).

«Il est certain que la nouvelle génération au pouvoir en Arabie Saoudite voit d'un mauvais œil les survivants du front de la résistance. Si auparavant, la vieille garde respectait la position algérienne sur les questions régionales, la nouvelle génération veut dicter sa loi à tout le monde. Toute résistance est considérée comme acte hostile», analyse un ancien ambassadeur algérien.

Dans la suite de sa guerre pour contenir l'Iran après la levée des sanctions occidentales contre Téhéran, Riyad a forcé la main à pratiquement tous les pays arabes pour blacklister le Hezbollah libanais au moment où les Américains rayaient l'organisation de Hassan Nasrallah de la liste des mouvements terroristes.

Renversant ! Timidement certes, l'Algérie s'est abstenue lors de la réunion de la Ligue arabe, devenue un des postes avancés de la stratégie des Saoudiens et de leurs alliés inconditionnels. En réaction à ce «crime de lèse-majesté», les Saoudiens annoncent promptement des projets d'investissement dans les territoires sahraouis occupés par le Maroc. Une manière d'apporter leur soutien à la monarchie frère et de «narguer la République hostile». Se pose ainsi la question de la nature des relations entre l'Algérie et ce royaume rétrograde, sponsor de l'extrémisme.

Hacen Ouali